

Projet d'Ecole d'été des Amis de la Confédération Paysanne, sur

LA SOUVERAINETE ALIMENTAIRE

Jean Azan et le bureau des Amis de la Conf'

A. Introduction

Le thème de la souveraineté alimentaire se doit d'être au cœur du débat politique dans les années à venir. 40 % de la population active dans le monde vit encore aujourd'hui de l'agriculture – un peu plus si nous intégrons ceux qui vivent de la pêche et font donc partie du débat- ; notre planète devra être en mesure de nourrir de manière saine 9 milliards de personnes ; nous devons en parallèle restaurer l'état de la planète, fort dégradé par les politiques des années passées. C'est à la fois un problème de survie pour nous et aussi pour un type de société. Les défis sont multiples, ils impliquent de profonds changements dans nos modes de pensée, nos modes de vie, l'organisation globale du monde.

Parler de souveraineté alimentaire, c'est remettre en cause les valeurs du monde d'aujourd'hui, c'est contester le pouvoir des tenants de l'agro business, c'est contester un modèle de société fondé exclusivement sur le « plus, à court terme, pour quelques-unes » au détriment du « mieux, à long terme, pour tous ».

Promouvoir la Souveraineté Alimentaire, c'est également vouloir une alimentation saine, issue d'une agriculture de proximité économe en énergie, en eau, sans ajouts chimiques, correspondant à nos goûts et habitudes alimentaires.

Pratiquer la Souveraineté Alimentaire, c'est définir un mode de production, un modèle d'agriculture et de pêche, une organisation de la société, un rapport à la planète, une organisation des relations internationales, un mode de vie et de consommation respectueux de l'environnement, une reconnaissance du rôle de la femme dans le devenir de l'agriculture.

Quant à la « sécurité alimentaire », notion à ne pas confondre avec celle qui nous intéresse ici, elle est garantie avec des méthodes d'agriculture respectueuse de la qualité des aliments, et sans intrants excessifs, pour autant que l'agriculture ne soient pas détournée de sa vocation qui est de nourrir les hommes, et non de leur permettre de se déplacer (question des *agrocarburants*).

Cela fait beaucoup de thématiques et nous ne pourrions pas tout couvrir en deux jours de travaux. Néanmoins, l'objectif est de favoriser la réflexion et de partager un savoir.

B. Programme prévisionnel

- Vendredi après-midi : Accueil des participants, présentation du programme

Atelier 1 : Définitions, éléments chiffrés, que recouvre la concept de souveraineté alimentaire ?, que recouvre celui de sécurité alimentaire ?

Le mode d'organisation de la société qui en découle.

- Vendredi fin d'après midi : intervention d'un conchyliculteur sur les problèmes liés à la pêche et l'élevage de produits de la mer.

- Vendredi soir : **Conférence et débat**

Régis Hochart, porte-parole de la Confédération Paysanne.

- Samedi-matin (10h – 12h) :

Atelier 2 : Les menaces : il faudra choisir

1. les règles de l'OMC, les accords bilatéraux ou généraux de type ALENA
2. L'appropriation des semences, les OGM
3. Le foncier et l'agro business

4. les modes de consommation
 5. Les intrants : pesticides, fongicides
 6. les agro carburants
 7. Les politiques de prix, les subventions des états riches
-

- Samedi après-midi (14h – 16h) :

Atelier 3 : définition d'une société visant à la souveraineté alimentaire

1. Quel type d'agriculture : une agriculture vivrière adaptée aux coutumes et goûts locaux
2. le type d'exploitation agricole : l'agriculture de proximité à taille humaine, permettant à des paysans nombreux de vivre de leur métier
3. Une agriculture économe en énergie, en pesticides, en eau
4. une redéfinition des rapports nord-sud
5. la reconnaissance du rôle de la femme

- Samedi fin d'après-midi (16h – 18 h):

Atelier 4 : Les outils, les politiques à mettre en œuvre

1. Formation au maraîchage et aux techniques agricoles « douces » (si on veut par exemple développer une agriculture maraîchère de proximité il faut former des maraîchers en nombre important)
2. Investissement dans les outils de production, dans les moyens logistiques, d'information, de prise en compte des facteurs adverses (insectes, maladies,...)
3. Remise à-plat du problème du foncier
4. Investissement dans la recherche
5. Investissement dans les moyens d'irrigation économes en eau et en énergie
6. Redéfinition des accords de l'OMC
7. Changement de notre culture ?

- Samedi soir : **Conférences et débat**

- Aurélie Trouvé, économiste et co-présidente d'Attac, Paris.
 - Ruben Bossendju, Groupement des Ecologistes du Togo (GRETO), Lomé.
-

- Dimanche matin (10h – 12h) :

Atelier 5 : Conclusions et perspectives

1. Notre action : actions envisageables vis à vis de la thématique, en tant que consommateur, en tant qu'association.
2. Vers un texte de synthèse.